

BULLETIN SOMMAIRE: HAÏTI

26 janvier 2010

Implications du séisme sur la sécurité alimentaire en Haïti

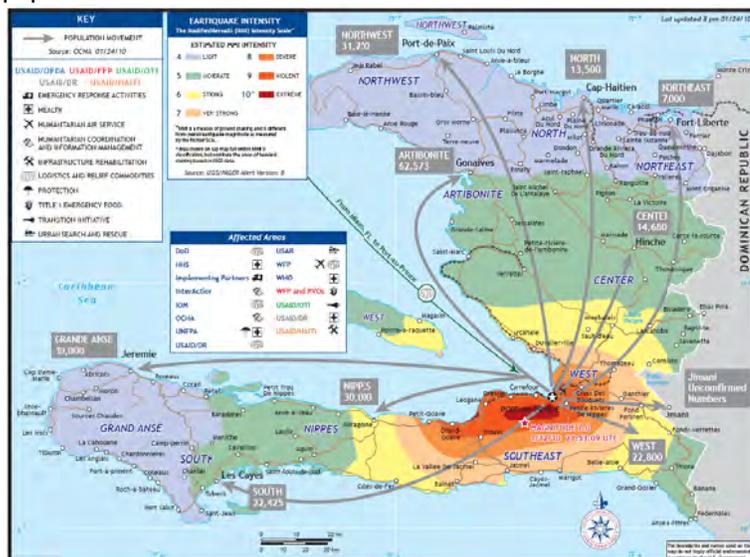
Messages clés

- Le séisme du 12 janvier a provoqué une crise humanitaire aiguë à Port-au-Prince et dans les zones environnantes. Cette catastrophe aura dans l'immédiat, à moyen terme et à long terme des conséquences sur la sécurité alimentaire dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans tout le pays.
- La sécurité alimentaire des ménages à Port-au-Prince est principalement affectée à court terme en raison de la perte de revenu due à une baisse importante d'opportunités d'emplois. Le séisme a également affecté la sécurité alimentaire par voie de dommages aux infrastructures de marchés à Port-au-Prince et des prix alimentaires, bien que la plupart des marchés à Port-au-Prince soient bien alimentés et fonctionnels pour le moment.
- Dans le reste du pays, la sécurité alimentaire sera affectée par les déplacements massifs de populations vers les zones rurales et urbaines à l'extérieur de Port-au-Prince. Ces déplacements devraient avoir des impacts sur les ressources naturelles (augmentation de la pression sur les arbres pour la production de charbon de bois) et les approvisionnements alimentaires dans de nombreuses régions du pays.

Contexte

Le violent séisme du 12 janvier 2010 a rudement frappé Port au Prince, ville distante d'environ 14 kilomètres de l'épicentre. D'autres villes comme Léogane, Petit-Goâve, Jacmel, et Miragoâne ont aussi été très frappées. Les pertes en vies humaines sont provisoirement estimées par le Département de la Protection Civile à quelques 115,000 au 25 janvier 2010, et les blessés à environ 200,000 personnes. Les dégâts physiques qui en ont résulté (surtout de grands immeubles et le réseau électrique) sont énormes. Presque toutes les familles haïtiennes ont été directement ou indirectement touchées. Les destructions de maisons et d'immeubles sont concentrées sur le centre ville de Port au Prince, Delmas, Carrefour, et Léogane (Figure 1). Les dommages causés par le séisme ont des impacts directs et indirects sur la sécurité alimentaire à Port-au-Prince et dans tout le pays, en raison de son impact sur les marchés, les infrastructures, les déplacements de population, les prix et de nombreux autres facteurs.

Figure 1. Zones les plus affectées par le séisme et déplacements de population



Source : USAID/OFDA

L'on a vite assisté à un déploiement massif d'aide humanitaire internationale (e.g. distribution d'eau et d'aliments, opérations de recherche et de sauvetage), ce qui a permis de sauver de nombreuses vies. Toutefois, dans plusieurs centres d'hébergement, l'assistance aux populations affectées, plus d'une semaine après la catastrophe, arrive difficilement, en raison surtout de certaines difficultés et de défis qui se posaient dans la logistique, la coordination des actions de réponses et de la sécurité civile.

Principales implications sur la sécurité alimentaire

Modes de vie et sources de revenu

- Toutes les catégories de richesses ont été frappées par le séisme. Les plus riches qui possédaient, avec les institutions publiques et privées, les maisons ou immeubles les plus lourds, ont énormément perdu de biens. Les ménages moyens ont aussi massivement perdu leurs moyens d'existence (petits ateliers, logements et biens meubles, etc.). Les plus pauvres, qui selon une étude sur les modes de vie de FEWS NET/CNSA de mai-juin 2009, vivent essentiellement du colportage de rue, du travail temporaire, de l'emploi salarié et du petit commerce, ne se remettront qu'avec une bonne reprise de l'activité économique du pays. On peut cependant constater que le petit commerce de rue, surtout des produits agricoles locaux, a progressivement repris deux semaines après le séisme.
- Le choc énorme qui a affecté les moyens d'existence des ménages (commerce de rue, emplois temporaires), dont les très pauvres et les pauvres constituent environ 65 pourcent de la population, aura des impacts notamment sur la sécurité alimentaire des ménages dans la zone métropolitaine, la plus touchée. Une augmentation du taux de chômage de la population économiquement active, consécutive à la destruction des biens de production, et d'un probable report ou abandon de certains investissements qui avaient été anticipés, constitue donc le facteur le plus aggravant de l'insécurité alimentaire des ménages dans la zone métropolitaine dans le moyen terme.
- La disparition et/ou invalidité des apporteurs de ressources au niveau des ménages affectera les sources de revenu. Notons que les ménages haïtiens dépendent surtout des marchés, et donc des revenus monétaires, pour se nourrir, même en milieu rural. Les ménages ruraux obtiennent une partie de leurs revenus monétaires grâce aux transferts des villes du pays et de la diaspora.
- L'insuffisance de soins de santé liée à la destruction de certains hôpitaux/centres de santé et à la limitation des structures d'accueil rend les gagne-pains des ménages plus longtemps incapables de travailler, et oblige déjà les gens à tenter de faire soigner leurs blessés dans des hôpitaux plus lointains, ce qui coûte très cher et réduit la portion des ressources à consacrer à l'agriculture (e.g. achat des intrants pour la prochaine grande campagne agricole qui commence en mars) et à l'alimentation.

Déplacements de population

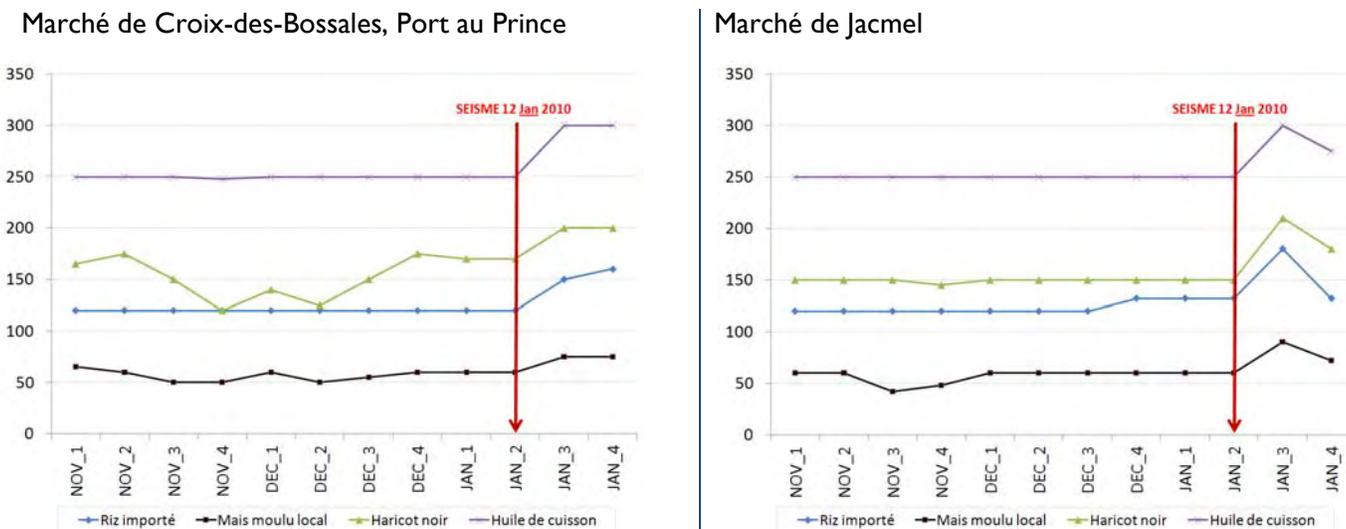
- A court terme, les autres régions du pays ressentiront aussi les effets du séisme, surtout en raison du déplacement en masse de la population de la zone métropolitaine vers ces régions (Figure 1), ce qui va exercer une pression additionnelle sur les ressources alimentaires et naturelles (bois de chauffage) disponibles. Cela sera surtout le cas de départements comme l'Artibonite et le Nord-Ouest qui avaient de l'insécurité alimentaire chronique. Partant des estimations faites par le Gouvernement et des agences des Nations Unies, on pourrait estimer le nombre de personnes déplacées entre 150,000 et 200,000 au 25 janvier 2010. Il devrait à terme atteindre, selon le Gouvernement, environ un million de personnes. Le déplacement de cette population est favorisé par le Gouvernement qui assure le transport gratuit des volontaires au départ ; ces derniers devraient graduellement revenir lorsque la reconstruction de Port au Prince sera en train d'atteindre sa vitesse de croisière, probablement d'ici trois à six mois.

Disponibilité alimentaire et choc sur les prix des aliments

- A court terme, les problèmes de disponibilité des aliments produits dans le pays seront atténués par les distributions d'aide alimentaire d'urgence et par les conditions agricoles qui prévalent dans les principales zones de production agricole du pays. CNSA-FEWS NET anticipaient une assez bonne production agricole permettant de bonnes disponibilités d'aliments locaux jusqu'à la fin du mois de mars. Les principales cultures en cours de récolte sont la patate douce, le sorgho et le pois congo. La récolte des haricots de plaine débutera en février. Les marchés de la capitale et d'autres villes importantes sont actuellement bien approvisionnés en produits locaux ; mais le département de la Grande Anse (e.g. Jérémie) est mal approvisionné en produits importés du fait de la paralysie du port de Port-au-Prince dû aux dommages causés par le séisme ; le port est cependant en train d'être réparé et reprend progressivement son activité normale.
- Parce que le séisme n'a pas beaucoup affecté les infrastructures routières et agricoles, les stocks domestiques ou les marchés de gros ou demi-gros dans les zones rurales les plus productrices, les marchés de la capitale sont de nouveau bien approvisionnés en aliments locaux frais (patates douces, bananes, fruits et légumes).

- Les tubercules, dont l’approvisionnement s’est beaucoup amélioré grâce au programme d’augmentation de rendement de la patate douce par la lutte contre les insectes, y sont particulièrement abondants. Toutefois, les prix des aliments de base ont sensiblement augmenté au cours de la semaine qui a suivi le séisme, notamment à Port au Prince. Par exemple, la marmite de 6 livres du riz importé et du haricot noir est passée respectivement de 120 à 160 gourdes et de 170 à 200 gourdes au 26 janvier, soit une hausse de 33% pour les deux produits. Ces augmentations ont cependant été moindres de ce que l’on aurait pensé (Figure 2). Dans les mois à venir, en supposant le maintien d’une importante distribution d’aide alimentaire, ces prix vont probablement se stabiliser ou chuter; FEWS NET et CNSA vont, à la suite de ce désastre, intensifier le suivi des prix des aliments de base à travers le pays.

Figure 2. Tendence des prix de quelques aliments de base avant et après le séisme, semaine par semaine (en gdes/6 lbs)



Source: FEWS NET/CNSA

Résultats de la sécurité alimentaire et recommandations

L’impact de tous les facteurs ci-dessus mentionnés résulte en un accroissement du nombre de personnes dans l’insécurité alimentaire; l’aide alimentaire d’urgence contribue à réduire ce nombre. Ce dernier pourra être mieux estimé dans les quelques semaines à venir, dans le cadre des évaluations conjointes d’impact.

En vue d’améliorer la situation de la sécurité alimentaire, la CNSA et FEWS NET suggèrent les actions suivantes:

- Aux intervenants des niveaux stratégiques, administratif et opérationnel (Gouvernement, bailleurs de fonds, agences des Nations Unies, ONGs, secteur privé, etc.), intensifier et mieux coordonner les actions d’urgence aussi bien dans la zone métropolitaine que dans les villes de province et entamer le plus tôt possible les activités de reconstruction;
- Élaborer un programme national de reconstruction post désastre et le mettre rapidement en exécution pour créer des emplois. Ce programme devra mettre un accent particulier sur la réduction de la vulnérabilité chronique, notamment en améliorant l’habitat urbain et en s’attaquant à la pauvreté chronique des populations;
- Mettre en place des comités chargés d’appuyer les mairies des zones affectées au niveau de la planification et de la distribution de l’aide alimentaire;
- Comme les aliments locaux sont disponibles, et que le système de commerce alimentaire a vite repris, expérimenter des formes plus novatrices d’aide alimentaire en favorisant plus le cash que l’aide alimentaire importée;
- Mettre un accent plus poussé sur l’assistance non-alimentaire, en particulier les abris provisoires. Ceci est d’autant plus urgent que la saison des pluies commence début mars, et que les experts prédisent des pluies supérieures à la normale. La majorité des gens dans la zone la plus affectée par le séisme dorment encore dehors et n’ont même pas de tentes.